



HAL
open science

Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie . Journal International de Victimologie, 2014, pp.4-12. halshs-01081437

HAL Id: halshs-01081437

<https://shs.hal.science/halshs-01081437>

Submitted on 7 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie

Marc Lavergne

Directeur de recherche au CNRS

Président de l'association RH² « Recherche et ressources humaines »

Mots-clés : Centrafrique, colonisation, conflit, esclavage, massacres, ethnicité

Résumé : La Centrafrique est un Etat né d'une conquête coloniale militaire par la France, qui a mis fin à la concurrence esclavagiste puis mis le pays en coupe réglée durant un demi-siècle, en utilisant des méthodes d'une barbarie inouïe. La puissance coloniale ne s'est pas retirée à l'indépendance, mais a réussi à continuer de gérer le pays à son profit exclusif jusqu'au désastre actuel. Cette longue histoire de violences et de résistances face aux envahisseurs (chasseurs d'esclaves au nord-est, compagnies concessionnaires au sud-ouest) a laissé dans la population des séquelles de brutalité, de méfiance et de cruauté, mais elle a aussi forgé les éléments fondateurs d'une capacité de coexistence et de citoyenneté.

« Zo so ngbo a dé lo, a ba komba a kpé » (*L'expérience du passé permet d'éviter les erreurs du présent*, dicton centrafricain)

Le territoire de la Centrafrique, défini par sa position au cœur du continent africain, est avant tout, pour ses habitants, une interface entre plusieurs mondes : l'appellation coloniale Oubangui-Chari indiquait le passage entre le bassin du Congo, monde de la forêt, à celui du lac Tchad, monde de la steppe puis ouverture au nord vers le désert et au-delà la Méditerranée et le monde arabe. A l'est, la frontière tracée par les colonisateurs avec le Soudan est celle du partage des eaux avec le bassin du Nil et à l'ouest avec le Cameroun et le Moyen-Congo qui bordent le golfe du Bénin. Un pays enclavé donc, mais un pays dont les façades ouvrent sur des horizons ouverts et divers. C'est de ces horizons que va naître, à la fin du XIXe siècle, la Centrafrique d'aujourd'hui.

Au temps de l'esclavage

Au nord-est, la région de la steppe est depuis des siècles un réservoir d'esclaves, le Dar el Kuti, voisin du Dar Fertit centré sur le Bahr el-Ghazal voisin. Ces territoires peuplés d'agropasteurs animistes sont régulièrement dévastés par les razzias organisées par les grands sultanats qui contrôlent les routes caravanières transsahariennes, le Darfour et le Ouaddaï, islamisés depuis le XVIIe siècle. Durant la saison sèche, de véritables armées de cavaliers et de fantassins font irruption dans cette zone, pour alimenter les marchés de Tripoli, de Benghazi ou du Caire en esclaves, mais aussi en or, en plumes d'autruche et en ivoire. On date de cette époque, vers 1830, l'exode des Banda depuis leur territoire au Bahr el Ghazal aujourd'hui sud-soudanais vers le sud et l'ouest, sur une grande moitié de la Centrafrique actuelle.

A partir du milieu du XIXe siècle, le trafic s'intensifie alors même que la France et la Grande-Bretagne accordent la liberté à leurs propres esclaves et se mettent à pourchasser les convois maritimes de la traite arabe à partir de Zanzibar. Dès les années 1830, un prince islamisé du Baguirmi, Omar (Djoungoultoum), s'installe au Dar el Kuti. Un aventurier d'origine arabe, Zoubeir Rahma, se constitue un vaste domaine négrier au Sud-Soudan voisin et parvient même, avec l'aide de ses alliés zandé, à s'emparer du Darfour en 1874, à la bataille de Menawashei. Cela contrarie l'Égypte, qui s'est emparée du Soudan depuis 1821, dans le but d'y trouver les esclaves-soldats nécessaires à ses volontés expansionnistes. Zoubeir Pacha finira ses jours dans les geôles du Caire, mais son fils Souleiman lui succède. Sa révolte contre l'Égypte, en 1877, échoue, et un autre fondateur d'empire négrier, Rabah, s'installe dans le Dar Fertit, puis à la source du Gribingui en 1882. Les ambitions de Rabah vont cependant être contrecarrées par la résistance de la population locale, puis par l'irruption des colonisateurs européens qui arrivent en remontant le fleuve Congo et

ses affluents. Son attaque de 1885 contre les Mandjia, au Kata Kazangba, se solde par une défaite. Il s'installe alors plus au nord, en pays sara, mais à la bataille d'An-Timan en 1887, le sultan du Ouaddai lui barre la route du nord-est. Ne pouvant regagner les rives du Nil, Rabah décide alors de se fixer dans le bassin du Chari, où il poursuit ses activités de razzias d'esclaves. Mais en 1889, les Français fondent le poste de Bangui. Pour desserrer l'étau, Rabah remplace le sultan Kober du Dar el Kouti par le neveu de celui-ci, Mohamed el Sénoussi, puis il s'empare en 1893 du Baguirmi. Il est cependant rattrapé par l'Histoire : à la suite de l'incident de Fachoda en 1898, l'accord franco-britannique attribue le Tchad à la France. En 1900, Rabah est défait par trois missions françaises et tué au combat de Kousseri, sur la rive du Chari, face à la future Fort-Lamy. Quant à Mohamed el Sénoussi, fuyant la progression des Français venus du sud-ouest, il s'empare en 1910 de Ouanda-Djallé, tout au nord de l'actuelle RCA, d'où la population Youlou s'enfuit. Mais il sera tué l'année suivante par un corps expéditionnaire français.

Le temps de l'esclavage est révolu, place désormais à l'exploitation coloniale, dont la violence et la barbarie ne le céderont en rien, pendant plus d'un demi-siècle, aux razzias du passé.

De la barbarie coloniale aux luttes de résistance, la naissance d'une nation ?

La conquête de la Centrafrique par les Français ne se fait en effet pas sans mal : en 1887, remontant l'Oubangui, Dolisie est attaqué par les Bondjo, à la hauteur de Modzaka. Puis après la fondation du poste de Bangui, les Français exercent des représailles contre les Bouzerou et les Sabanga, puis affrontent les Langbassi. Puis à partir de Bangui, les Français qui cherchent à remonter vers le nord ont affaire aux Senoussistes (mort de Crampel en 1891), tandis que les Gbaya font face à la mission Fourneau. L'année suivante, la mission Maistre affronte les Mandjia. La paix signée n'empêchera pas les Mandjia de se soulever à nouveau en 1902-04, de Possel au Tchad en passant par Krébégbé, Dekoua et Bandoiro contre l'impôt de capitation, les taxes et le portage. D'autres résistances se manifestent entretemps, comme celle des Ngbougou en 1893.

Après la violence de la conquête, la présence française ne sera en effet qu'une longue suite d'atrocités contre la population civile. La mise en coupe réglée du pays par les compagnies concessionnaires s'opère en effet sans aucun frein de la part de l'administration, dont l'inventivité en matière de supplices étonne par son degré de sadisme. Impôt de capitation, taxes de toutes sortes et corvée du portage sont prétexte à exécutions sommaires, amputations, tortures, qui n'épargnent ni les femmes ni les enfants. La population de la Centrafrique sera réduite de moitié au cours des vingt premières années de la colonisation, ce qui explique aujourd'hui encore les faibles densités de population d'un territoire pourtant riche en ressources, et qui avait attiré tant de groupes venus des contrées limitrophes au cours des siècles passés..

Quelques voix vont s'élever en France pour dénoncer massacres et exactions. Ce sera le cas de René Maran, qui recevra le prix Goncourt en 1921 pour son roman *Batouala*, puis d'André Gide qui dénoncera les scandales de la Haute-Sangha dans son « Voyage au Congo », qui sera accompagné d'un film (Marc Allégret, 1927). En 1929, Albert Londres et Robert Poulain dénoncent les méthodes employées pour la construction du chemin de fer Congo-Océan, où les travailleurs forcés centrafricains meurent par milliers, d'épuisement, de faim et de maladie. Mais toutes ces protestations n'ont aucun effet, malgré les assurances fallacieuses prodiguées par les responsables politiques à Paris.

La question qui se pose à ce stade est de savoir si ces exactions ne sont qu'un aspect extrême et contingent du système colonial, ou participent de son essence même. Pour André Gide et d'autres témoins tout aussi méritants et bien intentionnés, en effet, il s'agit de simples excès à corriger de la colonisation, celle-ci ayant sinon pour but unique, au moins pour préoccupation l'amélioration du sort de la population visée.

Il faut aussi souligner que l'œuvre missionnaire catholique considérable qui a accompagné, voire précédé la colonisation, s'est mise sans états d'âme au service de celle-ci et n'a aucunement condamné le traitement infligé aux habitants de l'Oubangui-Chari, concentrant au contraire ses efforts sur la création d'une « élite » européanisée intermédiaire, apte à faire exécuter la volonté des

autorités et des colons. Et noter aussi que la première guerre mondiale, et le recrutement forcé de soldats pour combattre sur le front européen, est vite venu s'ajouter au calvaire de l'Oubangui-Chari comme de toutes les populations africaines soumises au joug de la France.

On peut donc se demander en quoi consiste dans le cas de la Centrafrique le « bilan positif de la colonisation », alors que la population à bout de souffrances n'a cessé de se révolter contre le système qui lui avait été imposé par les armes, et qui n'avait amené avec lui ni services, ni infrastructures, ni aucune des prétendues « valeurs de la civilisation ».

L'insurrection Mandjia de 1902-1904 est suivie de celle de la Lobaye en 1906 dont le chef Bérandjoko ne sera capturé et assassiné qu'en 1929. Et de 1928 à 1931, c'est tout l'ouest du pays, territoire des Gbaya et d'autres peuples, qui se soulève : la guerre de Kongo-Wara survivra bien après la mort de son chef Karnou en décembre 1928 (Raphaël Nzabakomada-Yakoma, 1986).

Comme pour les Britanniques au Sud-Soudan voisin, il aura donc fallu plus de 30 ans aux Français pour imposer leur paix coloniale en Centrafrique, sur fond de ruine et de désolation, pour le seul profit de quelques maisons de commerce et de quelques trafiquants attirés par la fièvre de l'or et du diamant.

La mise en place du système néocolonial : l'indépendance bafouée

Comme toujours, la dialectique colonisation-rébellion-répression à l'œuvre dans le système colonial aboutit à la prise de conscience par une élite créée par le colonisateur de la nécessité d'une action menée avec les armes et sur le terrain du colonisateur. Cette prise de conscience, accélérée par la seconde guerre mondiale qui aura dévoilé la vacuité de la légitimation de leur présence par les colonisateurs, sera incarnée par Barthélémy Boganda, ordonné premier prêtre catholique de l'Oubangui-Chari en 1938. Celui-ci, panafricaniste convaincu, est élu député à l'Assemblée nationale française en 1946 ; mais il quitte vite les rangs du MRP, en constatant que les paroles de ces démocrates-chrétiens ne sont pas destinées à être traduites en actes, dans le sens de l'émancipation des peuples colonisés. En 1949 Boganda fonde le MESAN (Mouvement pour l'émancipation sociale en Afrique Noire), qui rafle tous les sièges de l'Assemblée territoriale en 1952. En 1956, réélu député, Boganda, devenu le leader incontesté du peuple centrafricain et au-delà, celui qui incarne les espoirs de liberté de l'AEF, devient maire de Bangui puis l'année suivante, Président du Grand Conseil de l'AEF. Bien qu'il se prononce pour le maintien de l'AEF dans le cadre de la Communauté française, sa vision des « Etats-Unis d'Afrique latine » inquiète et pour certains, dans l'entourage du général de Gaulle, pour qui l'indépendance concédée aux Africains ne doit être qu'un tour de passe-passe pour maintenir en place le système colonial, il est sans doute devenu l'homme à abattre.

Après l'adoption par l'Assemblée territoriale en février 1959 d'une Constitution démocratique rédigée de sa main, Barthélémy Boganda disparaît le mois suivant dans le crash de son avion. Alors que les hommes de Jacques Foccart étaient à la manœuvre sur tout le continent pour éviter que les idées subversives d'un Sékou Touré, qui avait opté pour l'indépendance de la Guinée l'année précédente, ne fissent école, les causes de l'accident n'ont à ce jour pas été élucidées. Le soupçon d'attentat, corroboré par le fait que le premier président de la nouvelle Centrafrique indépendante sera David Dacko, personnage sans envergure et soumis aux intérêts français, et non le vice-président Abel Goumba, qui sera arrêté en 1960 lorsque les libertés publiques seront supprimées, exige que le dossier soit rouvert en dépit des décennies écoulées, et que la France fasse le cas échéant amende honorable pour cet assassinat, s'il était avéré.

Au-delà de cet épisode, et sans préjuger de ce que Barthélémy Boganda aurait pu accomplir s'il avait vécu, sa disparition a eu un impact incommensurable sur le destin de la Centrafrique. On ne peut la comparer qu'à celle de Patrice Lumumba exécuté par la CIA au Congo belge, et dont ce grand voisin, livré à des soudards au service des intérêts occidentaux, ne s'est jamais remis. La Centrafrique a dès lors été gérée – fort mal – depuis Paris, à travers des fantoches parfois grotesques et même ubuesques, cornaqués par des proconsuls comme le lieutenant-colonel Manton, dont le seul souci était de maintenir l'ordre existant, en attisant au besoin les rivalités ethniques : le vieux

précepte de « diviser pour régner » dont on voit aujourd'hui avec effroi les désastreuses conséquences (ICG, 2007)...

Le sort erratique de la Centrafrique depuis l'indépendance est donc la conséquence directe de la politique coloniale française : ici comme dans d'autres pays d'Afrique, le refus de former des cadres nationaux, la destruction des institutions et l'élimination des leaders issus des différentes régions du pays, l'instauration d'une économie de pillage des ressources naturelles, sont à l'origine du désastre actuel. L'effondrement de l'Etat, s'il paraît récent, doit être comparé avec ce qu'était réellement cet Etat ; même si les Centrafricains distinguent des périodes dans leur histoire indépendante, au gré des renversements par l'armée française des dictateurs qu'elle avait mis en place, le véritable tournant a été le basculement du pouvoir d'Etat dans un jeu de domination ethno-religieuse faisant fi de la construction d'une nation unie, à partir semble-t-il de la chute de l'empereur Bokassa (ce qui contredit sans doute l'image caricaturale que celui-ci, lâché par ses parrains, a laissé auprès de l'opinion publique française).

D'où viennent la violence et la haine actuelles ?

Quel rapport entre la violence du passé et la violence actuelle ? S'il existe un lien entre les pratiques de la colonisation, celle de l'Etat indépendant et le déchaînement de violence actuel, il importe de tenter de l'expliquer. En effet, ici comme ailleurs en Afrique, et en particulier au Rwanda mais aussi au Congo belge lors de son accession à l'indépendance, la question est rapidement évacuée par l'appel à une supposée « barbarie » de luttes intertribales récurrentes et pratiquement consubstantielles, qui n'auraient été interrompues, momentanément, que par les bienfaits de la paix coloniale accompagnée de l'imposition d'une religion de paix importée d'Occident.

Il ne s'agit pas en l'occurrence de chercher des responsables, mais d'abord de comprendre au lieu d'évacuer la question par manque d'intérêt, paresse intellectuelle ou a priori méprisants, fussent-ils inconscients, qui sont le lot des observateurs et des acteurs internationaux, mais aussi des responsables politiques locaux installés ou formés à l'école des Blancs. Des pistes intéressantes sont fournies par le romancier VS Naipaul, dans son roman « A la courbe du fleuve » (V.S. Naipaul, 1979). Celui-ci se déroule dans une ville et un milieu qui se trouvent au cœur de l'Afrique forestière, à la jonction des influences « arabe » et « européenne », musulmane et chrétienne, au lendemain des indépendances. L'auteur offre un regard original et privilégié, puisqu'il est lui-même de souche indienne et musulmane, au sein d'une communauté installée depuis des générations sur les rives africaines de l'océan Indien. Une communauté commerçante qui se trouve associée au commerce de traite, où la tradition esclavagiste a sa place, mais qui s'est africanisée par les liens du sang. Il se trouve plongé à l'intérieur du continent, dans une ville de contact entre les influences extérieures, caisse de résonance des affrontements pour le contrôle de l'Etat post-colonial, dont le modèle semble être Kisangani et qui rappelle Bangui. Il y observe le déchaînement d'une violence incontrôlée qui évoque les massacres dont la Centrafrique est aujourd'hui, après d'autres, le théâtre. L'interprétation du narrateur privilégie un jeu de revanche alternée entre tribus guerrières et vassales, qui sont l'occasion de tenter de renverser ou de rétablir un ordre ancien, séculaire, de domination. Mais ces déchaînements de violence incontrôlée sont en réalité manipulés par l'ordre nouveau symbolisé par un Président lointain mais tout puissant, car soutenu par des puissances étrangères, et qui cherche à faire naître une Afrique nouvelle sur les ruines de l'ancienne : l'enjeu est désormais la mainmise sur les ressources, qu'elles soient naturelles et locales ou qu'elles soient l'aide étrangère, vouée au développement.

Pout en revenir à la Centrafrique, la dimension de revanche est évidente : à une domination coloniale et post-coloniale des peuples du sud-ouest sur ceux du nord-est, qui a marginalisé une région excentrée, pauvre en ressources et considérée comme moins malléable, car conquise à l'islam, a succédé une tentative de revanche des peuples du nord-est. Leur alliance (la « Séléka ») est soutenue par des forces extérieures intéressées par l'anarchie des zones contrôlées, où prospèrent de nouveaux acteurs reprenant des pratiques ancestrales : contrebande, braconnage, attaques de grand chemin... Mais cette tentative de revanche a provoqué par assimilation l'anéantissement des

communautés musulmanes dispersées au sud-ouest et dans la capitale. Le prétexte religieux a été saisi pour une autre revanche, celle de la population des villes et des campagnes, estampillée « chrétienne » contre les commerçants islamisés, héritiers du commerce de traite local négligé par le colonisateur et qui constituent le réseau de distribution des grossistes libanais installés à la capitale. Victimes expiatoires sans défense, des rancœurs accumulées par les débiteurs des usuriers mais aussi d'une soif de pillage d'une jeunesse sans formation et sans emploi. Cette jeunesse est désormais au fait de la marche du monde, qui crée un sentiment d'exclusion, voire de honte et un désir d'échapper à sa condition ancestrale. Le recours au coupe-coupe et au gri-gri sont la marque de l'indigence des moyens mis en œuvre, d'une volonté de repli sur un monde ancien qui disparaît des écrans du monde, au profit d'une mythique « Afrique qui gagne », celles des businessmen en costume trois-pièces et des investisseurs internationaux engagés dans un nouveau « Scramble for Africa » sous le signe du développement.

Faute de compétence, on n'entrera pas plus loin dans l'analyse du *modus operandi* des massacres : le rôle du coupe-coupe, instrument de travail « à tout faire » des habitants de la forêt, a été déjà été mis en lumière au Rwanda : à la sensibilité particulière des Occidentaux face à l'horreur de ces dépeçages d'êtres humains correspond-il une insensibilité des massacreurs ? La souffrance et la sensibilité sont-elles culturelles, chaque civilisation développant ses propres tabous et ses propres penchants ? ou bien ne s'agit-il, plus simplement, que de l'arme des pauvres, dans des conflits où les bandes armées doivent souvent fabriquer elles-mêmes leurs fusils et leurs munitions, à partir de tubes d'acier et de douilles vides ?

Quant aux gri-gri, portés par tous les combattants africains, du Darfour islamisé au Libéria évangélisé, sont-ils le signe d'un retour ou d'une prégnance maintenue dans la croyance aux pouvoirs des divinités, des esprits ou des forces ancestrales ? La force de cette croyance est en tous cas attestée par le nombre de blessés recueillis dans les hôpitaux de RCA après des tests volontaires « en grandeur réelle » pratiqués entre eux par les combattants, pour vérifier les qualités comparées des amulettes...

Pourquoi maintenant ?

Derrière ce folklore tragique et meurtrier transparait le désarroi de toute une société, voire de tout un continent, après des siècles de pillage, de dépeçage et d'oppression. Mais pourquoi maintenant ? La Centrafrique a connu des périodes bien plus sombres de son histoire, y compris récente, sans pour autant que ne se déclenche un tel chaos. Il semble que plusieurs facteurs, au-delà de la contingence des événements politiques et militaires, peuvent expliquer le déchaînement actuel :

- l'affaiblissement de l'Etat, dépourvu des moyens de son fonctionnement, mais surtout de sa légitimité et tout simplement vidé de son sens par des dirigeants indifférents ; mais cet affaiblissement est un résultat plus qu'une cause ;
- l'affaiblissement de la métropole, qui a voulu opérer des choix stratégiques nouveaux, considérant que la rente de l'exploitation post-coloniale était assurée et de toutes façons amoindrie, que la menace libyenne, qui a longtemps justifié le maintien de troupes en RCA, était désormais écartée, et qui n'a plus les moyens politiques d'imposer par la force des dictateurs et des dictatures en lesquels elle ne croit plus ;
- la prise de conscience engendrée par la mondialisation, à la fois économique (frustration de la jeunesse, provoquée par la découverte d'autres situations enviables mais hors de portée ; apparition de nouveaux circuits commerciaux, de nouveaux produits souvent illicites, qui requièrent une logistique anti-étatique, irruption d'acteurs nouveaux qui apportent de nouveaux regards, de nouvelles façons de faire et rompent le monopole colonial) et médiatique (l'accès en temps réel aux nouvelles du monde, non pas seulement par des média contrôlés par l'ancienne métropole, mais diffusées par une large panoplie d'acteurs sur la Toile et qui appelle à des comparaisons, donne des idées et des méthodes pour forcer le destin).

De ce point de vue cependant, il faut relever la relative étanchéité du drame centrafricain par

rapport aux autres crises de la région. C'est d'abord de l'intérieur qu'il faut lire ce conflit, et non pas comme dans d'autres cas, comme un enjeu dans une compétition à l'échelle du continent ou d'aires de civilisation, ou du monde. Au centre du continent, le conflit centrafricain n'en demeure pas moins marginal, jusqu'à ce jour, et ne subit pas plus d'influences externes qu'il n'en exerce sur ses voisins.

On peut se demander si cette situation va évoluer, par contrecoup des crises qui menacent le Sahel et sont un enjeu pour des acteurs internationaux autant qu'internes, ou si elle va perdurer, sans déclencher d'intervention ou simplement d'intérêt extérieur, comme celles qui concernent l'Afrique des Grands Lacs ou le bassin du Congo. On ne parle pas là d'intervention humanitaire, de déploiement de Casques Bleus ou de forces interafricaines, qui ne sont le plus souvent que des manifestations d'impuissance ou d'inaction, mais de véritables inquiétudes devant des risques de déstabilisation en chaîne ou de menaces sur des intérêts économiques ou stratégiques vitaux pour l'Occident.

Mais si le Sahel est en contact, par le Sahara avec la Méditerranée, l'Europe et le Moyen-Orient ainsi que l'aire de civilisation islamique, l'Afrique forestière demeure un isolat à l'échelle mondiale et ne semble pas requérir une mobilisation générale pour le règlement des conflits qui la traversent.

Tentations du suicide contre ferments d'avenir

C'est donc aux Centrafricains avant tout de trouver la solution à la crise qui menace leur existence et celle de leur pays. Pour cela, les ressorts ne manquent pas. Vu de l'extérieur, on a tendance à mettre l'accent sur des facteurs objectifs : faible densité de la population, vaste territoire, traversé de fleuves et de rivières, couvert d'une végétation variée, mais dans l'ensemble abondante et qui recèle de riches potentiels agro-forestiers et agro-pastoraux ; abondance de richesse du sous-sol, aujourd'hui sous-exploitées ou mal-exploitées. Dans le registre immatériel, les Centrafricains possèdent une langue commune, ce qui est assez rare pour être signalé ; d'autant plus que cette langue n'est pas un héritage, mais le résultat d'une interaction entre groupes ethniques différents, et donc le signe d'une coexistence ancienne et positive : le sangho n'est pas la langue d'un peuple imposée aux autres, mais un symbole plus qu'un gage d'unité. Il y a donc une histoire commune, endogène avant d'avoir été inscrite dans un cadre étatique. Une histoire de dominations, certes, et d'affrontements, mais cela aussi crée des liens, comme les voisins du Soudan le découvrent aujourd'hui à leurs dépens, après une séparation conçue comme une libération des opprimés : la dialectique maître-esclave est complexe et crée souvent des liens indissociables. Enfin, et pour regrettable que cela puisse paraître, la haine de la France et des Français, partagée par tous pour des raisons différentes, mais compréhensibles, peut être un ressort d'unité dynamique pour une paix suivie de reconstruction.

Ensuite, la reconstruction n'est pas affaire de crédits ou de dons de la communauté internationale – on a envie de dire : au contraire... Elle se fera, banalement, par le rétablissement d'une autorité centrale souple et équitable, avec le déplacement de la capitale, éventuellement, à la lisière du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, dans une ville comme Bambari, comme cela a été proposé : une mesure symbolique, mais qui paraît indispensable pour rétablir la confiance de tous dans ce destin commun. Elle se fera aussi et peut-être surtout par le primat accordé à l'éducation des enfants dans une langue et avec des valeurs citoyennes communes. Le reste va de soi : répartition équitable des moyens de production, développement équitable des services et des équipements...

Loin de ces vœux pieux et d'une classe politique décevante tant du point de vue de la vision que de la morale, et de l'impéritie des actions de développement menées depuis plus d'un demi-siècle, conjuguant incurie et incompétence – la RCA ne se distinguant par là en rien des autres pays d'Afrique soumis au même régime -, la seule, mais essentielle note d'espoir vient du sens de l'Etat qui subsiste, étonnamment vivace au sein de la population et des cadres administratifs et techniques de ce qui fut un Etat.

En effet, il y a quelque chose d'émouvant et d'intriguant à voir, dans le chaos général, ces fonctionnaires et ces agents de la fonction publique, dont les salaires ne sont versés que de façon

épisode, avec des mois de retard, continuer de se rendre à leur bureau chaque matin et y assumer tant bien que mal leur fonction : une affaire de dignité, sans doute, mais aussi de foi dans la Centrafrique, en dépit des crises ou des dérives de la lointaine capitale. En ai-je rencontré, de ces maires un peu perdus quant à la loyauté à afficher au pouvoir central du moment, entre Bozizé, Djotodia et aujourd'hui « gouvernement de transition », dont nul ne sait de quoi elle est faite et vers où elle mène ! Honneur à tous ces maîtres d'école, ces agents des Eaux et forêts, ces commissaires de police, ces agents hospitaliers qui ne désespèrent pas encore de l'Etat, qui se rendent chaque matin au bureau vide, aux hôpitaux dépouillés, pour témoigner de la présence de l'Etat, d'un passé idéalisé en attendant un avenir restauré, pour leur dignité et celle de la Centrafrique.

A Paoua, seule sous-préfecture encore épargnée par l'épuration « religieuse », et dont les anti-balaka sont tenus à l'écart¹, on nous parle du désastre de cette génération d'enfants livrés à eux-mêmes, à la drogue et à la prostitution, donc de l'urgence de rouvrir les écoles, de donner aux parents les moyens d'élever leurs enfants ; on nous montre les cambrioleurs attrapés la veille et dont on ne sait quoi faire, faute de moyens et de personnel, on évoque le temps où le coton alimentait une usine d'égrenage pas loin, où les routes étaient sûres et le commerce florissant. Et puis finalement on revient à leur vie d'aujourd'hui, à l'espoir de toucher l'arriéré de leur maigre salaire, qu'il faudra aller chercher à la capitale, un voyage qui engloutira une bonne partie de l'argent reçu, et puis du travail des champs et des jardins l'après-midi, leur seule source de revenu et de nourriture... Ces cadres de l'administration provinciale ont non seulement des valeurs, mais aussi une compétence professionnelle remarquable et une vision réaliste et optimiste à la fois de leur pays et de l'avenir. Ils ne manifestent pas de rancœur ouverte à l'égard des responsables du désastre actuel, qu'il s'agisse des anciens dirigeants ou de leurs parrains français.

L'éducation, clé de l'unité nationale

Cet état d'esprit est-il plus largement répandu ? Pourquoi la région de Paoua serait-elle un îlot de raison dans un océan de déraison, et si oui, en quoi cet îlot pourrait-il être une source d'inspiration et de ressaisissement ? L'objectif n'est pas seulement d'éviter la partition de la Centrafrique : si la partition était un moyen d'éviter massacres et dévastation, pourquoi pas ? Mais, contrairement à ce que prétendent les thuriféraires aveugles et criminels d'une théorie des plaques de civilisation à l'échelle planétaire, aussi bien que ceux qui ne voient en Afrique qu'une mosaïque de peuples prêts à s'entr'égorger, les Etats ne se forgent pas sur des contours ethniques, mais bien sur le « vouloir vivre-ensemble » de groupes hétérogènes. Le découpage de l'Afrique par les colonisateurs, sagement entériné par les pères de l'indépendance, n'est pas plus artificiel que les frontières européennes, tracées au fil des siècles par des souverains à l'issue de guerres et de tractations où les peuples n'avaient pas voix au chapitre. La France constituant le plus bel exemple de frontières dites « artificielles », si ce mot a un sens.

En quoi la connaissance du passé de la Centrafrique peut-elle aider à reconstruire cet Etat et à terme, à fonder une nation ? Je ne sais pas dans quelle mesure ce passé est encore vivace ; mais une Histoire nationale est une construction qui obéit à un objectif. Si celui-ci est de former des citoyens conscients d'intérêts et de valeurs communes, pourquoi ne pas chercher dans le passé les éléments qui permettront à chacun de se retrouver dans cette histoire fondatrice, ferment de la réconciliation et de la reconstruction ?

Bien plus que dans les soldats venus des pays voisins ou de plus loin encore, bien plus que dans le déploiement aveugle d'une aide humanitaire « d'urgence », la clé de la sortie de la crise réside dans une réflexion de fond sur la formation de la jeunesse centrafricaine, aujourd'hui privée d'éducation et entraînée dans des aventures criminelles délétères.

¹ En mission pour Médecins sans Frontières, février 2014.

Bibliographie

Londres, Albert. *Terre d'ébène (La Traite des Noirs)*, récit. Paris: Albin Michel, 1929

Doyari-Dougembe, Célestin : *L'Oubangui-Chari et son évangélisation dans le contexte de la politique coloniale française en Afrique centrale (1889-1960)*, L'Harmattan Italia, 263 pages + annexes, 2012 ;

Gide, André. *Voyage au Congo suivi de Retour du Tchad*, illustré de photographies de Marc Allégret. Paris: Gallimard, NRF, 1929 ;

International Crisis Group. *République centrafricaine, anatomie d'un Etat-fantôme*, Rapport Afrique n°136, 13 décembre 2007, pages 7-11 ;

Maran, René. *Batouala - Véritable roman nègre*. Paris: Albin Michel, prix Goncourt, 1921, 169 p.

Allégret, Marc. *Carnets du Congo, Voyage avec Gide*. Paris: Presse du CNRS, 1993 ;

Naipaul, V.S. . *A la courbe du fleuve*, trad. française Albin Michel, 328 pp, 1982 ;

Nzabakomada-Yakoma, Raphaël. *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931*. Paris: L'Harmattan, 1986 ;